

a) de faire une enquête indépendante sur les violations des droits de la personne, tout particulièrement en ce qui a trait aux allégations d'esclavage ou de pratiques assimilables à l'esclavage au Soudan,

b) de faire enquête et rapport sur les allégations selon lesquelles il y a un lien entre l'exploitation pétrolière et l'atteinte aux droits de la personne, tout particulièrement en ce qui a trait aux déplacements forcés de population dans le voisinage des champs pétrolifères et des travaux entourant l'exploitation pétrolière.

Droits de la personne et esclavage

Selon Leonardo Franco, la guerre et les stratégies pemicieuses qui sont employées ont également ravivé et exacerbé les problèmes de l'esclavage au Soudan. Il s'est montré préoccupé par les souffrances qu'endurent les personnes déplacées à l'intérieur du pays, preuve que la guerre est menée sans égard aux principes des droits de la personne et que c'est au gouvernement du Soudan que revient la plus grande part de responsabilité dans la violation des droits.

Mike Dottridge, directeur de la Société anti-esclavagiste, la plus vieille organisation internationale de défense des droits de la personne, a déclaré dans un appel lancé au président Bashir du Soudan, au début de 1999, que [traduction libre] « dans la réalité, des gens enlevés de leur collectivité dans le nord de Bahr el-Ghazal par des milices à la solde du gouvernement sont exploités comme esclaves dans les foyers de ces hommes de la milice et d'autres personnes ».

Nous avons appris de l'UNICEF, de l'organisme Save the Children Fund, et du Comité des Dinkas qui a été à l'avant-plan de la lutte contre cette situation déplorable, qu'au moins 15 000 femmes et enfants, provenant principalement de Bahr el-Ghazal, la plupart d'entre eux des Dinkas, ont été enlevés et demeurent en captivité.

L'exploitation pétrolière et l'exacerbation du conflit

Dans l'énoncé de politique à l'égard du Soudan du 26 octobre dernier, le Canada s'est montré vivement préoccupé par les rapports faisant état de combats intenses dans les régions d'exploitation pétrolière et expliquant que l'extraction du pétrole contribue peut-être aux déplacements forcés des populations civiles vivant dans le voisinage des champs pétrolifères au profit d'un environnement plus sécuritaire pour l'exploitation pétrolière par le gouvernement du Soudan et ses partenaires, notamment la société Talisman Energy Inc.

Cette société est en exploitation dans la région d'Heglig--Pariang du Kordofan Sud et celle du Haut-Nil occidental, également connue comme l'État d'Unity. Il appert que des gens auraient été déplacés de force de ce secteur.